

En mai 2013, la FAO, en partenariat avec Biodiversity International, le Centre pour la recherche forestière internationale, le Centre mondial d'agroforesterie (ICRAF) et la Banque mondiale, a hébergé la Conférence internationale sur les forêts pour la sécurité alimentaire et la nutrition. À la réunion, la première de son espèce, ont assisté plus de 400 participants, dont des experts gouvernementaux et des représentants des organisations de la société civile, des populations autochtones et autres communautés locales, des bailleurs de fonds et des organisations internationales de plus de 100 pays. Ce document d'orientation est le résultat de l'échange d'informations et de connaissances qui a eu lieu pendant la conférence et du résumé rédigé à sa conclusion. La conférence a été parrainée par le Département pour le développement international du Royaume-Uni, le Ministère fédéral de l'alimentation, de l'agriculture et de la protection du consommateur d'Allemagne, le Ministère de l'agriculture et de l'alimentation de Norvège, le Service forestier des Etats-Unis, l'ICRAF et la Banque mondiale.



Les communications, les données de base et le résumé figurent sur le site suivant :

www.fao.org/forestry/food-security/fr





Ce que les responsables des politiques doivent savoir et faire



Ce qu'ils doivent savoir

- Environ 840 millions de personnes sont sous-alimentées dans le monde; presque toutes 827 millions vivent dans les pays en développement.
- Des millions de personnes dépendent des aliments tirés des forêts et des arbres hors forêt pour améliorer la qualité et la diversité nutritionnelle de leurs régimes alimentaires. Près de 2,4 milliards de personnes utilisent le bois de feu pour cuisiner, dans les pays en développement principalement.
- La récolte d'aliments forestiers est une stratégie importante, notamment pour les individus très pauvres, afin de surmonter les périodes d'insécurité alimentaire, comme celles dues aux catastrophes naturelles et aux guerres.
- Les forêts et les arbres hors forêt sont essentiels à la production agricole car ils protègent le sol et l'eau, maintiennent la fertilité des sols, aident à régulariser le climat, fournissent des habitats aux pollinisateurs sauvages et aux prédateurs des ravageurs agricoles, et constituent un riche réservoir de biodiversité potentiellement utilisable en agriculture.
- Une plus grande attention portée aux forêts et aux arbres hors forêt renforcerait, dès lors, les quatre piliers de la sécurité alimentaire (accès, disponibilité, utilisation et stabilité) tout en facilitant la consommation d'aliments adéquats sur le plan nutritionnel (en termes de quantité, variété, diversité et teneur en nutriments).



Ce qu'ils doivent faire

- Établir des régimes fonciers et forestiers sûrs et assurer un accès équitable aux ressources en appliquant les principes énoncés dans les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale.
- Créer des mécanismes de coordination entre les secteurs de l'agriculture, des forêts, de l'élevage, de la pêche, de l'énergie, de l'exploitation minière et d'autres secteurs pertinents pour renforcer la cohérence des interventions en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et pour mieux harmoniser les politiques.
- Promouvoir les politiques qui renforcent l'accès des petits exploitants au crédit, à la technologie, aux services de vulgarisation et aux programmes d'assurance, ainsi qu'aux marchés pour la commercialisation de leurs produits forestiers et arboricoles et des services écosystémiques.
- Assurer l'égalité des sexes dans la formulation, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques visant la sécurité alimentaire, la nutrition et la réduction de la pauvreté et des stratégies d'investissement.
- Renforcer les mécanismes servant à la collecte et à la diffusion rapide des données sur la contribution des forêts et des arbres hors forêt à la sécurité alimentaire et à la nutrition à utiliser dans la formulation des politiques.



Vers la sécurité alimentaire et la nutrition améliorée

La FAO, dans son rapport de 2013 sur la situation de l'insécurité alimentaire dans le monde, estime qu'au moins 840 millions de personnes – 12 pour cent de la population mondiale – étaient incapables de satisfaire leurs besoins énergétiques alimentaires en 2011/13. Ainsi, une personne sur neuf ne consomme pas suffisamment d'aliments pour mener une vie active et saine. La grande majorité des personnes souffrant de faim chronique – 827 millions – vit dans les pays en développement où la prévalence de la sous-alimentation en 2011/13 était estimée à 14,3 pour cent.

La sécurité alimentaire existe lorsque toutes les personnes, en tout temps, ont un accès physique et économique à une alimentation

suffisante, sans danger et nourrissante, qui satisfait leurs besoins et préférences alimentaires et leur permet de mener une vie active et saine. Il faut tenir compte de quatre critères – les piliers - qui doivent coïncider pour réaliser les objectifs de sécurité alimentaire : les aliments doivent être disponibles matériellement, accessibles économiquement et utilisables, et ces trois conditions doivent être relativement stables au fil du temps. Une plus grande attention portée aux forêts et aux arbres hors forêt renforcerait ces quatre piliers. Pour assurer une bonne nutrition, l'accès à des vivres d'une qualité et en quantité adéquates doit être associé à de bonnes pratiques d'entretien et d'alimentation, y compris l'accès aux services sanitaires et à un environnement sain.

LES AVANTAGES DES FORÊTS ET DES ARBRES HORS FORÊT

Les forêts occupent le tiers des terres émergées de la planète, et la moitié environ de ces terres porte des arbres dispersés – appelés normalement arbres hors forêt¹. À l'échelle mondiale, des milliards d'individus dépendent dans une mesure variable des forêts et des arbres hors forêt pour leur sécurité alimentaire et leur nutrition – soit directement grâce à la consommation et la vente d'aliments, de médicaments et de bois de feu tirés des forêts et des arbres hors forêt, soit indirectement grâce aux emplois liés aux forêts, à la fourniture de services écosystémiques et à la domestication d'aliments forestiers.

Bienfaits économiques, sociaux et sanitaires

Le revenu tiré des forêts et des arbres dans les exploitations peut augmenter la sécurité alimentaire des ménages ruraux. Ainsi, 4 ou 5 millions de femmes en Afrique occidentale tirent 80 pour cent environ de leur revenu de la collecte, de la transformation et de la commercialisation des noix produites par les essences de karité présentes naturellement.

Les aliments procurés par les forêts et les arbres hors forêt - sous forme de feuilles, de graines, de noix, de miel, de fruits, de champignons, d'insectes et d'animaux sauvages - jouent un rôle important dans les régimes alimentaires ruraux depuis des milliers d'années. Les aliments forestiers et arboricoles ont souvent une très haute valeur nutritionnelle. De nombreux animaux forestiers sont riches en fer, zinc et vitamine B12 rapidement absorbés, ainsi qu'en protéines et matières grasses, et les forêts fournissent aussi différents légumesfeuilles, fruits, noix et autres aliments végétaux qui ont une importante teneur en vitamine A, fer, acide folique, niacine et calcium. Au Burkina Faso, par exemple, où les aliments tirés des arbres représentent 30 pour cent des régimes alimentaires ruraux, on signale que 100 grammes du fruit du baobab contiennent 100 pour cent de l'apport quotidien recommandé pour un enfant en fer et potassium, 92 pour cent en cuivre, et 40 pour cent en calcium.

La riche diversité des plantes médicinales trouvées dans les forêts est importante pour le bien-être de millions de personnes tributaires des forêts, et représente la base de nombreux produits médicinaux fabriqués maintenant dans le monde entier. Les forêts et les arbres hors forêt sont d'importantes sources de fourrage pour le bétail. Des millions de personnes dégagent un revenu – aidant ainsi à nourrir leur famille – en produisant, récoltant, transformant et vendant le bois comme source d'énergie familiale. On estime que 2,4 milliards de personnes utilisent les combustibles ligneux pour préparer et conserver leurs aliments.

Les forêts et les arbres hors forêt sont des présences permanentes dans les paysages et remplissent une fonction de tampon contre les chocs. Ils assurent la stabilité environnementale – en réduisant, par exemple, l'érosion du sol – et renforcent les capacités des gens, notamment les pauvres, de satisfaire leurs besoins nutritionnels en période de crise économique, politique ou environnementale.

Bienfaits environnementaux

Les forêts naturelles sont de précieux réservoirs de biodiversité et offrent une multitude de possibilités de découverte, de développement et d'amélioration de nouveaux aliments et médicaments. Elles permettent en outre l'utilisation accrue d'espèces forestières, plantes et insectes en particulier, pour une production alimentaire à grande échelle.

Les services écosystémiques procurés par les forêts et les arbres hors forêt soutiennent souvent la production agricole et sont indispensables pour le bien-être des populations urbaines et rurales. Les forêts et les arbres hors forêt, par exemple, protègent les ressources en eau et en sol, contribuent à la mise en valeur des sols et à leur fertilité, régularisent le climat et fournissent un habitat aux pollinisateurs sauvages et aux prédateurs des ravageurs agricoles.

Les terrains marécageux boisés et les forêts de mangrove aident à protéger les zones côtières contre les inondations, augmentant par là même la stabilité de leur production alimentaire. Les forêts jouent aussi des rôles cruciaux dans les pêches en rivière et en mer, qui sont souvent particulièrement utiles pour les populations pauvres. Les forêts de montagne protègent d'importants bassins versants et assurent, ainsi, que les populations et les terres agricoles d'aval reçoivent des débits uniformes d'eau de bonne qualité.

¹ Dans le contexte de ce document d'orientation, le terme « arbres hors forêt » embrasse les systèmes agroforestiers, les autres arbres dans les exploitations et les arbres dans des environnements non forestiers ruraux et urbains.



Contraintes principales

Bien que les forêts et les arbres hors forêt soient essentiels à la sécurité alimentaire et à la nutrition mondiales, leur rôle est encore sous-estimé. Cinq contraintes aggravent la situation.

Insécurité du régime foncier

Le manque de sécurité des droits fonciers n'incite guère les agriculteurs, les pauvres en particulier, à investir dans la gestion des terres et à protéger et planter les essences locales qui pourraient améliorer leur sécurité alimentaire et leur nutrition. Le manque d'un accès sûr et équitable aux ressources productives comme la terre, les forêts et les arbres et l'impossibilité d'identifier les propriétaires de ces ressources peuvent entraîner des conflits et aggraver la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Des droits fonciers sûrs sont particulièrement importants dans les domaines forestier et agroforestier par rapport au domaine agricole à cause du temps relativement long qui pourrait être nécessaire pour réaliser les gains attendus.

Manque de coordination intersectorielle

Le manque de coordination entre différents secteurs et parties prenantes est la cause de la discontinuité et de la duplication des mesures prises qui peuvent exercer des impacts graves sur la gestion des terres et des forêts et, partant, sur la sécurité alimentaire et la nutrition. En Indonésie, par exemple, des agences gouvernementales différentes utilisent des cartes différentes lorsqu'elles accordent des permis d'utilisation des terres. Au Suriname, les décisions sur la coordination intersectorielle prises au niveau du district peuvent être contredites au niveau national dans l'octroi de concessions agricoles ou d'exploitation minière ou forestière. Il est donc facile de provoquer de la confusion, des conflits et une gestion impropre des terres et, pour finir, une insécurité alimentaire accrue.

La planification et les règlements concernant l'utilisation des terres séparent souvent l'agriculture des forêts; autrement dit, ils s'occupent d'un secteur ou de l'autre, mais pas des deux ensemble, ce qui détermine des chevauchements et des lacunes. Une mauvaise gestion des terres associée à des pratiques impropres d'agriculture et d'exploitation forestière et minière peut appauvrir tant la terre que les populations. La dégradation des terres et des forêts entraîne l'insécurité alimentaire et la malnutrition.

Services insuffisants pour les petits exploitants

De nombreux petits exploitants et habitants des forêts ont du mal à obtenir les informations, la technologie, les crédits, l'accès aux marchés et à d'autres ressources dont ils ont besoin pour améliorer leur gestion des terres, et pour créer des entreprises performantes leur permettant de réaliser la sécurité alimentaire et une nutrition adéquate. Les institutions locales sont souvent incapables de soutenir la gestion et la surveillance des forêts et des arbres hors forêt, et la commercialisation des biens et des services écosystémiques par les petits exploitants. Les institutions, politiques et programmes nationaux et sous-nationaux offrent rarement aux petits exploitants et aux autres populations locales un rôle actif dans les décisions.

Le fossé des sexes

Les femmes et les hommes tendent à avoir des tâches et des responsabilités différentes dans la production d'aliments et leur approvisionnement. De nombreuses femmes consacrent une énorme quantité de temps à la récolte d'aliments forestiers et arboricoles et de bois de feu – dont elles connaissent bien les propriétés – alors que les hommes assurent rarement la responsabilité de la collecte et de l'utilisation des ressources naturelles à des fins familiales.

Les femmes doivent faire face à des contraintes imposées par leur sexe qui réduisent leur productivité et limitent leurs possibilités de dégager un revenu. Telles sont pour les femmes les limitations d'accès à la terre, au crédit, à la technologie, à l'emploi et aux marchés pour les produits forestiers. Bien qu'elles soient souvent les utilisatrices principales des forêts, les femmes participent normalement beaucoup moins que les hommes à leur gestion et aux décisions les concernant. Des facteurs culturels, socioéconomiques et institutionnels contribué à l'inégalité des sexes dans le secteur forestier. Ils vont des perceptions sociales des rôles des femmes et du temps qu'elles doivent consacrer aux responsabilités ménagères et à la garde des enfants, aux disparités en matière d'éducation, capacités physiques, compétences techniques et accès aux services de formation et de vulgarisation.

Manque de données et utilisation limitée des connaissances existantes

Les données manquent sur le rôle des forêts et des arbres hors forêt dans la sécurité alimentaire et la nutrition; la valeur nutritive de nombreux aliments forestiers, par exemple, est mal documentée. Par ailleurs, les peuples autochtones et les autres communautés locales ont detrès bonnes connaissances sur les aliments forestiers et la gestion des espèces productrices de denrées alimentaires, mais ces connaissances sont ignorées normalement dans les stratégies d'utilisation des terres et les plans de gestion.

Les données sur la contribution des forêts et des arbres hors forêt aux économies et aux emplois nationaux manquent souvent ou ne sont pas fiables. Ainsi, les petites entreprises forestières sont normalement sous-représentées dans les sondages, bien qu'à l'échelle nationale elles pourraient employer plusieurs milliers de personnes ; les données sur la production et la consommation de bois de feu et d'autres produits forestiers sont souvent sous-estimées car un grand nombre de ces produits sont récoltés pour des usages familiaux ou vendus sur le marché informel; et des données relatives aux arbres dans les exploitations sont rarement collectées.



Recommandations stratégiques

Établir des régimes fonciers et forestiers sûrs et assurer un accès équitable aux ressources en appliquant les principes énoncés dans les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale.

Les moyens d'existence de nombreux ruraux pauvres se fondent sur un accès assuré et équitable aux ressources en terres et en forêts et sur leur contrôle. Ces ressources sont essentielles à la sécurité alimentaire et à la nutrition et sont importantes pour une gamme de pratiques sociales, culturelles et religieuses.

Options pour les mesures à prendre

- Reconnaître, respecter et protéger les droits des peuples autochtones et des autres communautés locales à l'utilisation et à la gestion des forêts et des arbres hors forêt.
- Faire participer les groupes vulnérables, comme les peuples autochtones, les communautés locales, les femmes, les jeunes et les hommes désavantagés, à l'établissement de régimes de propriété et de cadres de gouvernance.
- Sauvegarder les droits en surveillant l'application des principes énoncés dans les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale.

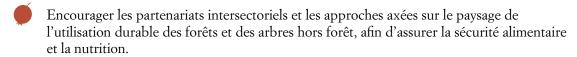
LE RÉGIME DE PROPRIÉTÉ DES ARBRES MÈNE AU REVERDISSEMENT

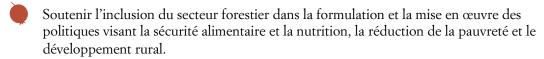
Depuis 1985, la régénération naturelle gérée par les agriculteurs a été encouragée au Niger, entre autres, par un changement de politique qui octroie aux agriculteurs la propriété des arbres ; cette mesure a entraîné le « reverdissement » d'environ 5 millions d'hectares. La régénération naturelle gérée par les agriculteurs dans le Sahel, a déterminé des améliorations des rendements en sorgho et mil, et contribué à la diversité accrue des régimes alimentaires et à la hausse des revenus des ménages.

Source: Dawson, I., Place, F., Torqueblau, E., Malézieux, E., Iiyama, M., Sileshi, G., Kehlenbeck, K., Masters, E., McMullin, S. & Jamnadass, R. 2013. Agroforestry, food and nutritional security. Document d'information pour la Conférence internationale sur les forêts pour la sécurité alimentaire et la nutrition, 13-15 mai 2013. Créer des mécanismes de coordination entre les secteurs de l'agriculture, des forêts, de l'élevage, de la pêche, de l'énergie, de l'exploitation minière et d'autres secteurs pertinents pour renforcer la cohérence des interventions en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et pour mieux harmoniser les politiques.

La coordination des secteurs et de multiples parties prenantes qui jouent un rôle important dans la réalisation des objectifs de sécurité alimentaire et de nutrition est indispensable pour assurer l'efficience, la cohérence et la mise en œuvre plus efficace de ces objectifs nationaux.

Options pour les mesures à prendre





APPROCHES INTERSECTORIELLES AXÉES SUR LE PAYSAGE

Quelques pays incorporent à l'heure actuelle des stratégies intersectorielles axées sur le paysage en tant qu'objectif central de leurs politiques de développement nationales. En Albanie, un projet qui intègre la gestion des forêts, des pâturages et de l'agriculture montre qu'avec une forte participation des populations locales, des paysages entiers peuvent être réhabilités, avec des résultats spectaculaires. La gouvernance améliorée des forêts, une meilleure gestion locale, de petits investissements et des mesures de gestion des pâturages ont mis fin à l'utilisation anarchique des terres, réduisant de ce fait les émissions de carbone et protégeant des bassins versants importants. Le revenu tiré des forêts et de l'agriculture a augmenté de 50 pour cent dans certains micro-bassins versants ciblés.

Source: Dewees, P. 2013. Bouncing back: forests, trees and resilient households. Document d'information pour la Conférence internationale sur les forêts pour la sécurité alimentaire et la nutrition, 13-15 mai 2013.



Promouvoir des politiques qui renforcent l'accès des petits exploitants au crédit, à la technologie, aux services de vulgarisation et aux programmes d'assurance, ainsi qu'aux marchés pour la commercialisation de leurs produits forestiers et arboricoles et des services écosystémiques.

Les politiques visant les petits exploitants peuvent aider à assurer que les communautés rurales sont en mesure de jouir pleinement des possibilités qu'offrent les forêts et les arbres hors forêt d'améliorer leur sécurité alimentaire et leur nutrition.

Options pour les mesures à prendre



Formuler des politiques qui soutiennent le développement:

- des compétences en matière d'entreprise, de finance et de planification chez les petits producteurs pour encourager leur participation à l'agroforesterie, à la plantation d'arbres, aux produits forestiers non ligneux, à la transformation du bois et à la fourniture de services écosystémiques, et pour maximiser les revenus dégagés;
- des associations de producteurs qui peuvent aider les petits opérateurs à obtenir un accès aux marchés et à jouir des avantages équitables qu'offrent les forêts, y compris par le biais de la valeur ajoutée locale, du commerce équitable et de la certification;
- des marchés pour les services écosystémiques comme la fourniture en aval d'eau potable, et d'autres mécanismes de financement novateurs qui renforcent le rôle des forêts et des arbres hors forêt dans la sécurité alimentaire et la nutrition.

SOUTIEN AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

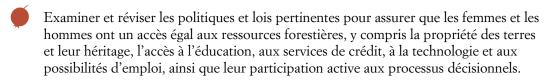
Les investissements qui soutiennent les activités agroforestières des petits exploitants dans la commercialisation de leurs produits donnent des résultats encourageants, tant pour les investisseurs que pour les producteurs. Les micro-emprunts accordés aux petites et moyennes entreprises forestières ont montré qu'ils permettent de relever les revenus familiaux en zone rurale et d'améliorer la santé, la nutrition et la qualité de la vie, notamment quand les destinataires des prêts sont des femmes. Dans de nombreux cas, les associations de producteurs conçues pour satisfaire les besoins des petits exploitants et des populations marginalisées ou exclues ont eu un impact considérable sur l'amélioration des moyens d'existence.

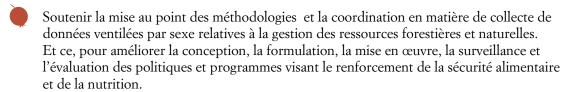
la nutrition, 13-15 mai 2013.

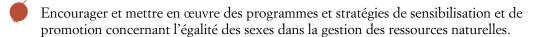
🛂 🛮 Assurer l'égalité des sexes dans la formulation, la mise en oeuvre et l'évaluation des politiques visant la sécurité alimentaire, la nutrition et la réduction de la pauvreté et des stratégies d'investissement.

Les femmes et les hommes ont des connaissances, compétences et rôles socioéconomiques qui leur sont propres et qui peuvent contribuer à améliorer leur sécurité alimentaire, à condition de leur offrir des chances égales de participer aux décisions et au partage des avantages procurés par les forêts.

Options pour les mesures à prendre







AIDER LES FEMMES RURALES À S'ORGANISER EN INDE

La gomme karaya est une gomme végétale produite comme exsudat par les arbres du genre Sterculia. Dans l'État du Gujarat, en Inde, des milliers de femmes très pauvres dépendent de la récolte de gomme comme source de revenu, mais la plupart d'entre elles n'ont pas de permis de récolte et sont obligées de vendre le produit à des entrepreneurs attitrés à de très faibles prix. Une intervention de l'Association des entrepreneuses autonomes, un syndicat de femmes, a aidé ces récolteuses de gomme à s'organiser en groupes. Ces groupes ont obtenu des permis de récolte pour leurs membres et ont pu négocier des prix de vente plus élevés avec la Société publique pour la mise en valeur des forêts du Gujarat. Par la suite, les femmes ont aussi obtenu le droit de vendre leurs produits sur le marché ouvert où les prix sont plus favorables.

Source: Estruch, E. & Rapone, C. 2013. Forests, food security and gender: linkages, disparities and priorities for action. Document d'information pour la Conférence internationale sur les forêts pour la sécurité alimentaire et la nutrition, 13-15 mai 2013.



Renforcer les mécanismes servant à la collecte et à la diffusion rapide des données sur la contribution des forêts et des arbres hors forêt à la sécurité alimentaire et à la nutrition à utiliser dans la formulation des politiques.

Améliorer la qualité et la disponibilité des données est indispensable pour accroître l'efficacité des décisions visant à soutenir le rôle des forêts et des arbres hors forêt dans la sécurité alimentaire et la nutrition.

Options pour les mesures à prendre



Élaborer des politiques qui encouragent:

- une collaboration accrue entre les institutions internationales et nationales, afin d'améliorer la collecte des données servant aux communications sur les produits forestiers non ligneux, les services écosystémiques, la faune sauvage et les autres ressources forestières et à leur surveillance aux fins de la sécurité alimentaire et de la nutrition;
- l'élaboration d'indicateurs nationaux de sécurité alimentaire et de nutrition qui incorporent les forêts et les arbres hors forêt;
- la recherche participative sur l'utilisation durable des espèces végétales sauvages, ainsi que les insectes et d'autres animaux, afin d'accroître la durabilité de la production alimentaire et de la nutrition.

DOMESTICATION PARTICIPATIVE DES ARBRES AU CAMEROUN

des arbres a vu le jour au Cameroun, en tant qu'effort de collaboration entre les scientifiques et les agriculteurs. L'approche associe les progrès scientifiques dans les connaissances avec les expériences des communautés locales afin de mettre en production une gamme d'arbres fruitiers indigènes de valeur. Elle a eu des effets considérables. La présence de davantage de fruits a été observée dans le régime alimentaire de 50 pour cent environ des agriculteurs qui l'ont adoptée, et les systèmes d'exploitation agricole se sont diversifiés. Les revenus des petits exploitants tirés de la vente des fruits et des jeunes plants d'arbres fruitiers des pépinières (destinés à d'autres planteurs) se sont accrus, et il y a une réduction de l'exode rural car les jeunes ont découvert qu'il y a maintenant des perspectives d'avenir viables dans l'agroforesterie.

rce: Dawson, I., Place, F., Torqueblau, E., Malézieux, E., Iiyama, M. Sileshi, G., Kehlenbeck, K., Masters, E., McMullin, S. & Jamnadass, R. 2013. Agroforestry, food and nutritional security. Document d'information pour la Conférence internationale sur les forêts pour la sécurité alimentaire et la nutrition, 13-15 mai 2013.

Photographies:

Abhay Gandhe Wawan Wahjudianto Henry Scheyvens Mike Goldwater/TREEAID

Conception graphique et mise en page: Gabriele Marcelli/FAO



Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

© FAO, 2013

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sousentendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à www.fao.org/contact-us/licence-request ou adressée par courriel à copyright@fao.org.

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.



Ce document d'orientation a été imprimé sur du Papier Crush, le nouveau type de papier respectueux de l'environnement, fabriqué à partir de sous-produits de fruits et de noix.





